

CABO VERDE : NOUS VOULONS UN PRÉSIDENT DE GAUCHE, PAS UN PRÉSIDENT « NEUTRE » ET « AU-DESSUS »

Le Cabo Verde, archipel atlantique, est dans une situation politique inédite qui nous appelle à méditer.

I. Qui y donc est le Souverain ?

« Le peuple », au sens de Cabral, veut et préférera toujours un Président de gauche. Pourquoi ? Pour deux raisons essentielles et pour un motif pratique et de bon sens. La première raison, essentielle, est le principe de cohérence : un « peuple » qui vient de voter à gauche, lors des dernières Législatives, n'a nullement besoin d'un Président (soi-disant) « neutre » et « au-dessus » de tout, deux catégories dont se prévaut l'un des candidats. En effet, *neutre par rapport à quoi* ou, bien plus inquiétant, « au-dessus », mais *au-dessus de qui* ?

Cabral, référence ultime, était-il *au-dessus* du peuple ou même de ses camarades de combat ? A-t-il une seule fois imaginé être « au-dessus » du PAIGC, qui est la matrice historique de toutes les institutions publiques caboverdiennes ? Cabral est-il resté « neutre » entre la droite et la gauche, entre l'ultra-libéralisme et le socialisme ? Mais d'où vient et surgit cette double idée, tout à fait ridicule, selon laquelle un candidat prétexte et répète avec grande assurance qu'il serait « neutre » et « au-dessus » des familles, de la société civile et de l'État ? Un candidat qui, de surcroît, durant tout son premier mandat n'a rien montré d'exceptionnel ou une qualité particulière qui le distinguerait ?

Il est même très étonnant que ce double argument (neutralité et être *au-dessus* de tout) n'ait pas frappé l'attention ni soulevé de questionnement. Plus grave, certains y ont même vu un excellent raisonnement de campagne électorale. Or il est d'une telle gravité politique que nous devons rappeler un fait élémentaire : en Démocratie, seul le peuple est au-dessus de lui-même ; aucune institution ne peut être par-dessus le peuple et bien moins encore un individu. C'est pourquoi, en démocratie, l'autre nom du peuple est « le Souverain », notion élaborée à juste titre par les philosophes des *Lumières* (J.-J. Rousseau¹, Mably², etc.), et les principaux protagonistes de la Révolution française qui reprirent les thèses grecques sur la démocratie pour les étendre.

Précision notionnelle : un peuple est dit « constitué », lorsqu'il s'est doté d'une constitution. Deux contre-exemples. Le Royaume-Uni n'a pas de constitution (texte unique) mais s'applique un vieux *droit coutumier* (Carta Magna, Law of Bill, actes du Parlement). Israël non plus n'a pas de constitution. C'est un État, sans texte fondamental. Rappelons qu'au Royaume-Uni le Roi ou la Reine n'est pas « au-dessus » de l'État de droit et du royaume. Leurs pouvoirs sont dits « illusoires ». C'est le Parlement qui contrôle l'essence et l'essentiel du pouvoir. En Cabo Verde, un candidat, par ignorance et « manias de ser... », se veut désormais à la fois « Lord Chancellor » britannique, Président de la République et Premier ministre (fonction qu'il a exercée durant quinze ans et dont il peine visiblement à se débarrasser). C'est ce que dissimule mal la doctrine de la double argumentation sur la prétendue « neutralité » et l'idée saugrenue d'être « au-dessus de tout ». Nous devons prendre garde à ce qui frémit et s'annonce comme une lente dérive institutionnelle.

¹ Jean-Jacques Rousseau, *Du contrat social*, préface, introduction, commentaires et notes explicatives par Jean-Louis Lecercle, coll. Les classiques du peuple, Editions Sociales, Paris, 1971. *Livre II : La souveraineté*, pages 20 à 22 ; *Une théorie démocratique*, pages 33 à 35 ; *Chap. VII. - Du souverain*, pages 69 à 72 ; *Livre II, Chap. I. - Que la souveraineté est inaliénable*, pages 78 à 79 ; *Livre II, Chap. II. - Que la souveraineté est indivisible*, pages 79 à 82 ; *Livre III, Chap. IV. De la démocratie*, pages 127 à 130.

²² Gabriel Bonnot de Mably, *Des droits et des devoirs du citoyen*, édition critique avec introduction et notes par Jean-Louis Lecercle, Librairie Marcel Didier, Paris, 1972.

Dans *Les Politiques*³, ouvrage majeur après lequel rien n'a été écrit de mieux sur la politique, Aristote a défini la démocratie selon son *principe*, son *but* et sa *forme*. Il y fait de même pour la République. Nous avons souvent écrit sur cette problématique. En tous les cas, pour ceux qui ne le savent pas, la République, c'est « la vertu », c'est-à-dire « l'égalité » (Aristote, H. Arendt, etc.). Montesquieu a condensé l'idée : « Lorsque la vertu cesse, écrit-il, la République est une dépouille ». En vérité, c'est dans la démocratie que la République trouve sa forme la plus adéquate. Or, dans un tel système, nul n'est « en haut », par conséquent nul n'est en bas ; aucun individu n'est situé « plus haut » ni donc plus bas ; personne n'est « au sommet » et aucun citoyen n'est « supérieur ». Seule la répartition des fonctions, qui est toujours provisoire, distingue les citoyens ou les sujets (monarchie constitutionnelle) entre eux mais qui ont tous les mêmes droits et des devoirs identiques. L'autre différence est d'ordre éthique, puisqu'il est demandé aux gouvernants d'être exemplaires dans la gestion des affaires publiques.

II. Publicola, un des modèles anciens de Francisco Carvalho

Deuxième raison essentielle. « Le peuple » a bien compris que Francisco Carvalho est à son image, qu'il lui ressemble : il ne vit pas dans les meilleurs quartiers de Praia, la capitale. Il ne réside pas dans une villa cossue ou un luxueux appartement. Il est « simple », « modeste » et vit en bon père de famille. Il voue respect aux adolescentes, aux demoiselles et aux dames. Il ne montre aucun signe de surestimation de soi. Il ne s'est pas enrichi. Il sait sourire à quiconque. Son langage est construit et poli. Sa vie n'est pas débridée. Il est d'abord exigeant avec lui-même, avant de l'être avec les autres. Comment peut-il ne pas nous rappeler Publius Valérius alias *Publicola*⁴, dont Plutarque cite l'exemplarité démocratique et républicaine ?

Il est des modèles anciens qui sont de grande modernité.

La comparaison de Publicola et de Francisco Carvalho n'est nullement exagérée, sauf pour ceux qui n'ont pas lu la vie de Publicola : ainsi, après avoir rappelé les principales qualités éthiques et politiques de Publius Valérius, en particulier celles d'avoir détruit son magnifique palais pour habiter une modeste demeure, d'avoir une garde personnelle restreinte et dévouée au peuple, fait des réformes sociales, Plutarque écrit : « La foule ne comprenait pas que, loin de s'humilier lui-même, comme on le pensait, c'était l'envie qu'il détruisait et brisait en se montrant si modeste : ce qu'il avait l'air de s'ôter en prérogatives, il le gagnait en prestige personnel, car le peuple se soumettait à lui avec plaisir et le supportait de bon gré. 9. Aussi le surnomma-t-on Publicola : ce mot signifie « **Qui honore le peuple** » ; ce surnom prévalu sur tous les noms qu'il portait auparavant, et nous l'emploierons, nous aussi, pour raconter la suite de sa vie »⁵.

Francisco Carvalho est *honoré* par cela qu'il *honore* : *le peuple*. Tous deux s'honorent réciproquement. Et, dans cette dialectique, c'est le peuple, le *dêmos* (δῆμος) qui confère le pouvoir, le (*kratein*, *kratos*), se laissant porter par son bon sens. Le *dêmos* reste le maître.

³ Aristote, *Les Politiques*, traduction inédite, introduction, bibliographie, notes et index par Pierre Pellegrin, 2^e édition revue et corrigée 1993, 1990, Flammarion, Paris, pour cette édition.

⁴ Plutarque, *Publicola*, in *Vie parallèles*, traduction d'Anne-Marie Ozanam, Édition publiée sous la direction de François Hartog, Édition annotée par Claude Mossé, Jean-Marie Pailler et Robert Sablayrolles, suivi d'un « Dictionnaire Plutarque » sous la direction de Pascal Payen, Ouvrage préparé avec le concours du Centre national du livre, coll. Quattro, Éditions Gallimard, Paris, 2001, pages 229 à 250 ; *Comparaison de Solon et de Publicola*, in *Op. Cit.*, pages 251 à 254.

⁵ Plutarque, *Op. Cit.*, p. 237. Lire la Note 48 : « Ou encore « Serviteur », voire « Courtisan du peuple » ... (voir les remarques de Dumézil, 1995, p. 1354. Tite-Live (II, 8, 1) et Denys (V, 19) situent au même moment l'acquisition de ce surnom par Valérius (voir aussi Cicéron, République, II, 55-56-). Plutarque en fait un usage narratif spécifique : elle annonce l'exposé des mesures législatives qui sont suivre », p. 237.

III. Le corps électoral caboverdien est guidé par un motif : le bon sens

Après dix ans de destruction sociale et d'anesthésie politique sous le gouvernement MpD, le peuple est entrain de reconstruire la cohérence de l'Exécutif. Ce n'est que du bon sens. Alors voudra-t-il plutôt renforcer la position politique du Premier ministre, en affaiblissant quelque peu l'institution présidentielle. Aussi veut-il une présidence « faible », c'est-à-dire « non invasive », « non intrusive » et une primature forte et sociale. Le peuple fixera les limites de l'institution présidentielle. Cette orientation est l'un des enjeux essentiels du scrutin présidentiel du 15 novembre prochain.

En tous les cas, par un spectaculaire retournement, il est désormais évident que c'est le Premier ministre qui déterminera le niveau de force politique du prochain président de la République, dans le strict respect de la Constitution. Sous ce rapport, le Cabo Verde est dans une situation inédite.

En effet, le vainqueur de la prochaine présidentielle dépend quasi exclusivement des consignes de vote du Premier ministre et du degré de mobilisation des militants du PAICV qu'il dirige, de manière fort habile, avec Janira Hopffer Almada, Présidente de l'Assemblée nationale. C'est pourquoi, à regarder de près, en Cabo Verde, par leurs qualités personnelles et leur popularité respective, ce duo politique semble mieux représenter l'État, la Nation et la Souveraineté (« peuple Souverain » : ensemble des citoyens détenteurs de l'autorité suprême) et même garantir l'unité nationale (à ne pas confondre avec l'union nationale), et mieux, en effet, que le Président de la République qui, depuis le 17 mai 2026, paraît relégué à un rôle décoratif et n'a exercé qu'une fonction subalterne. À moins qu'il décide, enfin, d'être un Président de gauche.

IV. Un aveu de faiblesse

Au vrai et au total, le président sortant, candidat à sa propre succession, reconnaît lui-même la position délicate dans laquelle il s'est lui-même placé ; car, de façon implicite et quasi involontaire, il exprime son état de faiblesse par un aveu public d'impuissance qu'il "théorise" en affirmant être « neutre » et « au-dessus » de toutes les institutions, de la société civile et des partis politiques. Mais qui donc a pu lui suggérer un tel conseil de faiblesse ? Le PAICV doit l'aider à devenir un Président de gauche. Il n'y a plus de crainte à avoir : le MpD n'est plus le maître du jeu politique. Le peuple lui a donné congé.

Dr Pierre Franklin Tavares

Bourg-la-Reine, France, 09 septembre 2026